

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE



RAPPORT ANNUEL



2013



Banque Nationale Agricole

Rue Hedi Nouria 1001 Tunis
(00216) 71 831 000 / (00216) 71 831 200

Sommaire



CONTEXTE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT BANCAIRE & FINANCIER	7
CONTEXTE ECONOMIQUE	8
AU NIVEAU MONDIAL	8
AU NIVEAU NATIONAL	10
ENVIRONNEMENT BANCAIRE ET FINANCIER.....	11
LE SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER	11
EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DES BANQUES COTEES EN 2013.....	12
ACTIVITE DE LA B.N.A EN 2013	13
ACTIVITE, SITUATION ET RESULTATS DE LA BNA	14
STRATEGIE DE LA BANQUE.....	14
LES RESSOURCES.....	14
LES EMPLOIS.....	16
POSITION SUR LE MARCHE MONETAIRE.....	20
LES OPERATIONS A L'INTERNATIONAL.....	20
RESULTATS DE LA BANQUE	21
EVOLUTION DE LA BANQUE ET SES PERFORMANCES AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES	24
TOTAL BILAN.....	24
DEPOTS ET CREDITS CLIENTELE.....	24
PRODUIT NET BANCAIRE	25
RESULTAT NET.....	25
RATIOS	26
COMMUNICATION ET MARKETING	26
ORGANISATION ET SYSTEME D'INFORMATION.....	29
BILAN SOCIAL.....	30
CONTROLE INTERNE	31
L'ACTION BNA EN BOURSE.....	32
EVOLUTION PREVISIONNELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR	34
ACTIONNARIAT	35
GOUVERNANCE.....	36
ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS AU 31.12.2013	39
NOTES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS.....	45





ACTIVITE DU GROUPE BNA 2013	85
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	86
LES FILIALES DE LA BNA.....	87
LES FILIALES FINANCIERES	87
GROUPE IMMOBILIER	90
LES SOCIETES DE SERVICE	92
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	93
PRINCIPALES NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	99
PROJETS DE RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	125
ANNEXES	128
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS	129
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	130
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	131

PROFIL DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE

<i>Dénomination :</i>	BANQUE NATIONALE AGRICOLE.
<i>Forme juridique :</i>	Société anonyme à Conseil d'Administration et Direction Générale.
<i>Nationalité :</i>	Tunisienne.
<i>Siège social :</i>	Rue Hedi Nouira 1001 Tunis.
<i>Téléphone :</i>	(00 216) 71 831 000 / (00 216) 71 831 200.
<i>Télex :</i>	NABATTU 14 130 / BANATU 15 436 / DIRBNA 13 220.
<i>Swift :</i>	BNTETNTT.
<i>Site Web :</i>	www.bna.com.tn
<i>Date de constitution :</i>	1 ^{er} Juin 1959.
<i>Durée :</i>	99 ans.
<i>Registre du commerce :</i>	B142431996 TUNIS.
<i>Matricule fiscal :</i>	000 123 LAM 000.
<i>Capital social :</i>	160.000.000 Dinars.
<i>Exercice social :</i>	du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre de chaque année.
<i>Objet social :</i>	Activités bancaires.
<i>Régime fiscal :</i>	Droit commun.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Jaafar Khatteche

Membres :

- Ministère des Finances *représenté par M. Mohamed Arbi Debki.*
- Ministère du développement et de la coopération internationale *représenté par M. Lotfi Fradi.*
- Ministère de l'Agriculture *représenté par M. Mohamed Lotfi Frad.*
- Office des Céréales *représenté par M. Khaled Lachtar.*
- Caisse Nationale de la Sécurité Sociale *représentée par M. Hafedh Laamouri.*
- Office du Commerce de la Tunisie *représenté par M. Slah Louati.*
- Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles *représentée par M Mansour Nasri.*
- M. Sahbi Mahjoub.
- M. Lotfi Maktouf.
- M. Ridha Timoumi.
- M. Taoufik Jelassi, représentant les actionnaires minoritaires.

Contrôleur d'Etat :

M. Mohamed Lasaad M'rabet

Commissaires aux Comptes :

T.A.C

représenté par M. Khdimallah Zied.

C.F.A

représenté par M. Saïdi Fethi .

CONTEXTE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT BANCAIRE & FINANCIER



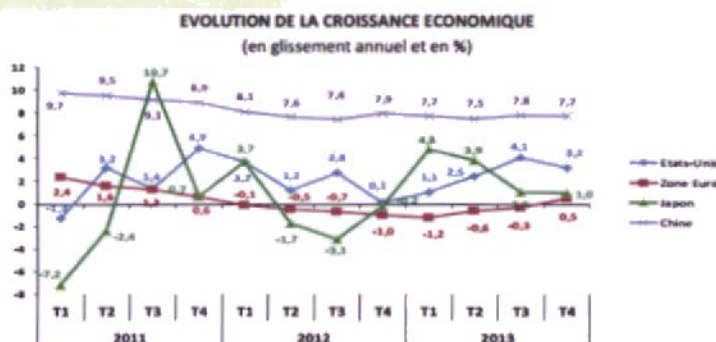
CONTEXTE ECONOMIQUE

AU NIVEAU MONDIAL

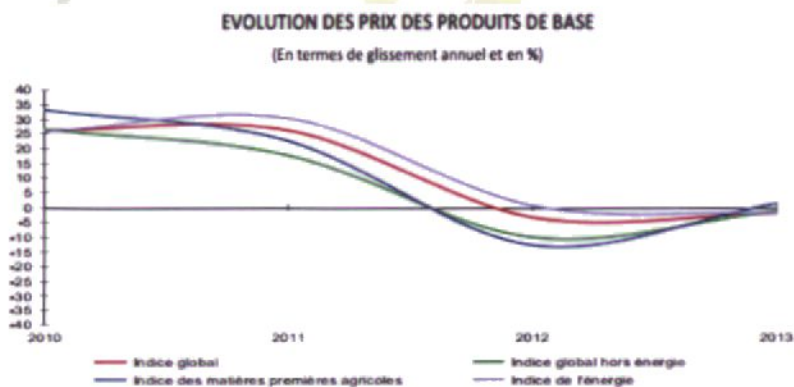
Sur l'ensemble de l'année 2013, l'économie mondiale a été largement soutenue par la poursuite de politiques monétaires exceptionnellement accommodantes dans les principaux pays avancés et qui ont été le principal catalyseur de la poursuite de la reprise. Toutefois, le rythme de cette reprise a été hétérogène notamment entre les pays avancés et les pays émergents où le rythme de l'activité économique a accusé un ralentissement sous l'effet de l'affaiblissement de la demande des pays développés. Ceci étant, la croissance économique mondiale est revenue de 3,1% en 2012 à 3% en 2013.

Dans les pays industrialisés, le taux de croissance a été légèrement inférieur à celui enregistré au cours de l'année dernière, soit 1,3% contre 1,4% en 2012. C'est que, d'une part, l'activité a progressé à un rythme positif notamment aux États-Unis (1,9% contre 2,8%) et au Japon (1,7% contre 1,4%) et, d'autre part, l'économie de la Zone Euro

est sortie globalement de la récession à partir du deuxième semestre de l'année malgré le fait que l'activité de production a continué à tourner loin de son potentiel dans bon nombre d'Etats membres. Ainsi, le PIB de la zone n'a reculé que de 0,4% contre -0,7% en 2012.



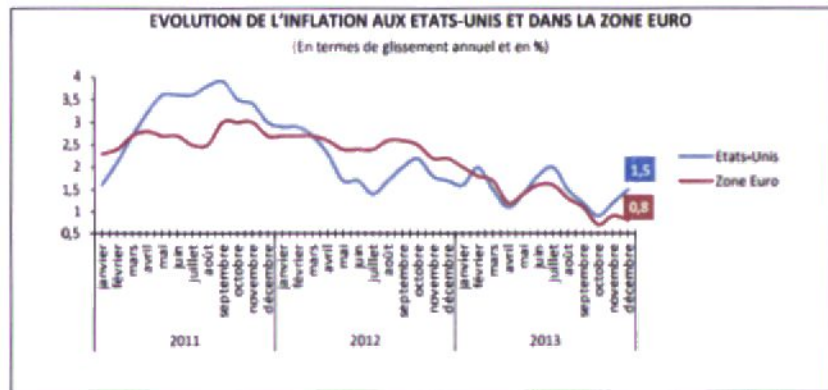
Dans les pays émergents et en développement, la croissance a accusé un ralentissement et l'accroissement du PIB est revenu à 4,7% après avoir enregistré un taux de croissance avoisinant les 5% en 2012. Plus particulièrement, l'activité économique dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a connu un net ralentissement en 2013, soit 2,4% contre 4,1% en 2012, en raison notamment de la faiblesse de la demande mondiale et l'instabilité politique et sociale dans certains pays qui ont causé une baisse de



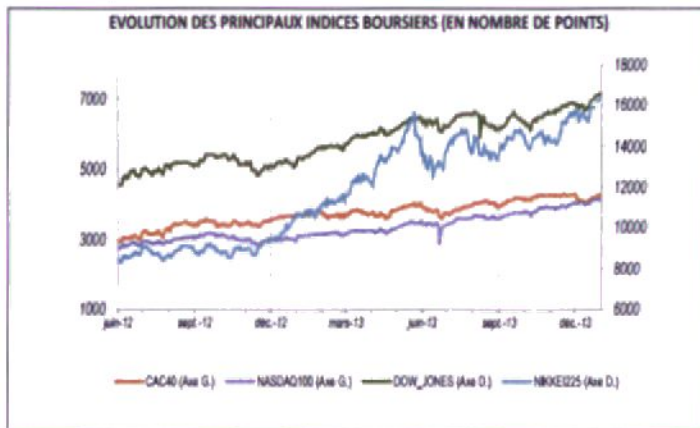
la production pétrolière et ce, outre le repli des prix internationaux de produits de base. Ce dernier facteur a été à l'origine de la décélération de l'expansion économique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (2,6% contre 3%).



L'évolution de l'inflation dans le monde est demeurée faible sur l'ensemble de l'année 2013, surtout dans les pays avancés, en raison de la fragilité de la reprise économique dans la majorité de ces pays qui affichent toujours des écarts de production très importants, ce qui a exercé moins de pressions aussi bien sur les prix que sur les salaires conjuguée au repli des prix internationaux des produits de base. Dans ce contexte, la hausse des prix à la consommation est revenue à 1,4% dans les pays développés contre 2,1% en 2012. Aux Etats-Unis, en particulier, le taux d'inflation a été de 1,5% contre 2,1% en 2012, et la même tendance a été observée dans la Zone Euro avec un taux de 1,4% contre 2,5% une année auparavant.



Pour ce qui est des marchés financiers internationaux, ils ont connu une évolution positive durant l'année 2013. En effet, les principaux indices boursiers ont enregistré des performances importantes à l'instar du Dow Jones (+26,5%), du Nasdaq (+38,3%) et du Nikkei (+56,7%). Cette tendance est attribuable, essentiellement, à la poursuite des politiques monétaires exceptionnellement expansionnistes par la plupart des banques centrales dans le monde et ce, afin de soutenir la reprise de l'économie mondiale.



l'année 2013. En effet, les principaux indices boursiers ont enregistré des performances importantes à l'instar du Dow Jones (+26,5%), du Nasdaq (+38,3%) et du Nikkei (+56,7%). Cette tendance est attribuable, essentiellement, à la poursuite des politiques monétaires exceptionnellement expansionnistes par la plupart des banques centrales dans le monde et ce, afin de soutenir la reprise de l'économie mondiale.

S'agissant des marchés des changes internationaux, l'euro s'est apprécié en 2013 d'environ 4,5% en moyenne vis-à-vis du dollar pour se stabiliser aux environs de 1,38 dollar à la fin de l'année contre 1,32 dollar au début de la même année et ce, en rapport notamment avec la sortie de l'économie de la Zone Euro d'une phase de récession qui a duré un an et demi. En revanche, le yen japonais a connu une nette dépréciation par rapport aux autres principales devises, en raison surtout de la politique monétaire ultra-accommodante menée par la Banque du Japon au cours de l'année 2013, pour atteindre le niveau de 105 yens par un dollar au terme de l'année après avoir été au niveau de 89 yens au début de la même année.

EVOLUTION DES PARITES DES TAUX DE CHANGE ENTRE LES PRINCIPALES DEVISES (En termes de moyennes mensuelles)



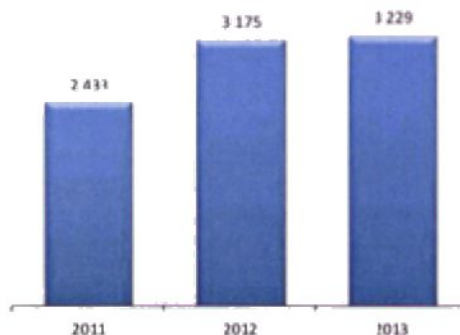
AU NIVEAU NATIONAL

RAPPORT
ANNUEL

L'économie nationale a connu un ralentissement en 2013, sous l'effet d'une mauvaise campagne agricole et une faible saison touristique, et baisse du taux de chômage.

Le produit intérieur brut a enregistré, durant le quatrième trimestre de 2013, un net ralentissement de son rythme de progression, soit 2,3% aux prix constants, contre 3,9% au cours de la même période de l'année précédente. Cette évolution est imputable au fléchissement enregistré aussi bien dans l'activité agricole (-4,1% contre 3,7%) que dans les industries non-manufacturières (-4,2% contre 3,8%) et ce, malgré l'amélioration de la production dans les autres secteurs, en particulier les industries manufacturières (3,1% contre 2,8%) et, à un degré moindre, dans les services marchands (4,4% contre 4,3%).

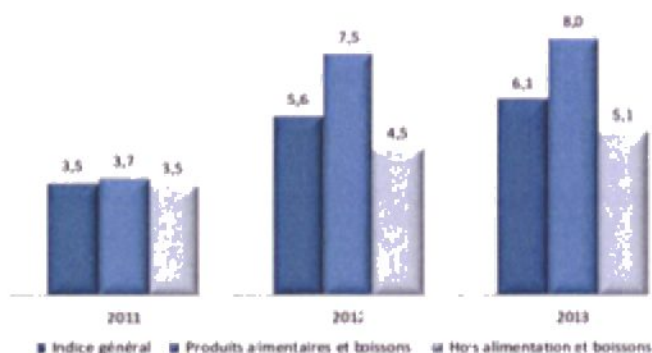
EVOLUTION DES RECETTES TOURISTIQUES EN DEVISES
AU COURS DES DIX PREMIERS MOIS DE 2013
(En MDT)



Au cours de l'année 2013, la croissance de l'activité économique nationale s'est limitée à 2,6% contre 3,6% l'an passé sous l'effet de la baisse de la production agricole et du ralentissement de l'activité dans le secteur des services, notamment le tourisme, et ce, malgré l'évolution enregistrée dans les industries manufacturières.

EVOLUTION DU TAUX D'INFLATION
AU COURS DE L'ANNEE 2013

(Variations en % de l'indice général des prix à la consommation)



Parallèlement, le taux de chômage global, publié par l'INS, a baissé revenant à 15,3% au terme du dernier trimestre de 2013 contre 15,7% à la fin du trimestre précédent. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a également reculé tout en demeurant à un niveau élevé, soit 31,9% contre 33,5%.

LE SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER

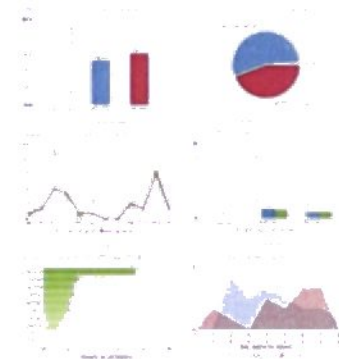
L'évolution de l'activité du système bancaire et financier s'est caractérisée au cours de l'année 2013 par :

- Une contraction de la trésorerie des banques durant le dernier quart de l'année 2013.
- Un relèvement du Taux directeur de la BCT de 50 points de base pour être porté de 4 % à 4,5 % tenant compte de la persistance des tentions inflationnistes.
- un ralentissement des concours à l'économie pour la troisième année consécutive avec un taux d'accroissement de 6,8% en 2013 contre 8,8% en 2012 et 13,4% en 2011.
- La poursuite de la tendance baissière du marché financier contrastant avec la consolidation des émissions sur le marché primaire et la multiplication des nouvelles introductions en Bourse
- Un déficit de la balance générale des paiements, suite au maintien du déficit courant à un niveau élevé.



Les principales décisions intéressant le système financier pour l'année 2013 se résument comme suit :

- Introduction d'un nouvel instrument de politique monétaire, en l'occurrence le swap de change permettant désormais à la Banque Centrale d'intervenir sur le marché monétaire pour effectuer des opérations de swap de change qui consistent à acheter ou vendre du dinar au comptant contre devise et, simultanément, le revendre ou le racheter à terme, à une date et à un taux de change prédéterminés.
 - réviser à la baisse le taux de la réserve obligatoire afin de fournir le financement nécessaire à l'économie. Cette baisse a concerné le taux de la réserve obligatoire appliqué à l'encours des dépôts à vue et des autres sommes dues à la clientèle, en le ramenant de 2% à 1%.
 - Instauration de nouvelles règles pour renforcer le provisionnement des banques et couvrir les créances compromises dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans. A cet effet, les établissements de crédit doivent désormais constituer des provisions additionnelles sur les créances sus-mentionnées, conformément aux quotités minimales suivantes
 - * 40% pour les actifs ayant une ancienneté de 3 à 5 ans ;
 - * 70% pour ceux ayant une ancienneté de 6 et 7 ans ;
 - * 100% pour ceux ayant une ancienneté supérieure ou égale à 8 ans.



Cette mesure, qui vise à restructurer le secteur bancaire à travers le renforcement des fonds propres et une meilleure couverture des risques, permettrait un meilleur rééquilibrage entre les performances financières et la couverture adéquate des risques.

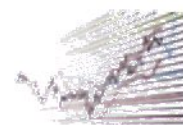
- Elévation du taux de rémunération de l'épargne (TRE) à 2,75% contre 2,5% auparavant, afin de préserver les intérêts des épargnants et les encourager à maintenir leurs dépôts.

- Mise en place d'un barème fixant le montant des crédits complémentaires de cultures saisonnières destinés à la fertilisation d'appoint et au traitement fongique au titre de la campagne céréalière 2013-2014,
- Promulgation d'un décret fixant le cadre réglementaire régissant l'accès des associations actives au financement public. A cet effet, le décret cité en référence a défini le financement public octroyé aux associations comme étant « les fonds affectés dans le Budget de l'Etat ou les budgets des collectivités publiques ou les établissements à caractère administratif ou les établissements et entreprises publiques ou les sociétés dont les participations publiques dépassent les 34% du capital ou les entreprises à majorité publique, dans le but de supporter et aider les associations à réaliser des projets et à développer leurs activités et ce, sur la base de compétence et de la faisabilité des projets et des activités ».



EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DES BANQUES COTEES EN 2013

- Au terme de l'année 2013, les banques cotées ont réalisé un chiffre d'affaires de 3.930 MDT contre 3.374 MDT au 31 décembre 2012, soit une hausse de 16,5 %
- Le produit net bancaire s'est élevé à 2.434 MDT en 2013 contre 2.152 MDT en 2012 enregistrant une hausse de 13,1%.
- Durant l'année 2013, la marge d'intermédiation a progressé de 15,5 % passant de 1251 MD à 1445 MD. La marge d'intérêts dans le PNB s'élève à 59,3%, alors que celle de la marge sur commissions a atteint un taux équivalent à 21,3%
- Le taux de couverture des charges salariales par les commissions nettes a enregistré une hausse de 2,1 points de pourcentage à fin décembre 2013 contre 1,5 point de pourcentage à fin décembre 2012 atteignant ainsi 61,8%.
- Les charges opératoires ont totalisé 1.095 MDT en 2013 contre 1.040 MDT en 2012, en hausse de 5,3%. L'effet conjugué de la hausse du PNB et la maîtrise des charges opératoires s'est répercuté positivement sur le coefficient d'exploitation qui a enregistré une amélioration de 3,3 points de pourcentage, en s'établissant à 45% contre 48,3% en 2012.
- Les crédits consentis à la clientèle ont connu une tendance haussière d'une année à l'autre de 5,7%, soit 43.561 MDT au 31 décembre 2013 contre 41.205 MDT au 31 décembre 2012.
- Avec un accroissement de 7,3% en 2013 contre 9 % en 2012, les dépôts de la clientèle sont passés de 39.680 MDT en 2012 à 42.575 MDT au 31 décembre 2013.
- La progression des crédits à un rythme moins soutenu que celui des dépôts s'est traduite par la baisse du taux de transformation de quatre points de pourcentage en revenant de 107,9 % en 2012 à 103,9% au 31 décembre 2013



ACTIVITE DE LA B.N.A EN 2013



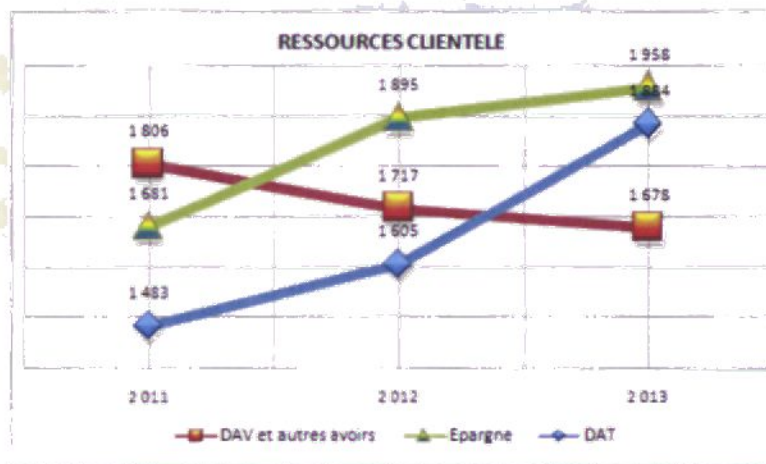
En dépit d'une année 2013 caractérisée par une situation économique très difficile marquée par une accentuation du déficit de liquidité du système bancaire conjuguée à une chute sensible des demandes de financement liée en grande partie à des difficultés que connaissent certains secteurs, la BNA a réussi à assurer la croissance de son activité et la consolidation des ses assises financières. Cette croissance a été assurée grâce à une stratégie articulée autour des axes suivants :

- La poursuite d'une politique de crédit basée sur le renforcement des financements accordés aux différents segments de clientèle, tout en assurant une meilleure gestion des risques ainsi qu'une amélioration de la qualité et de la couverture des engagements.
- Le soutien et l'accompagnement de nos clients dans leurs projets personnels et professionnels avec une large palette de produits et services de qualité.
- L'Amélioration de la rentabilité et le renforcement des fonds propres.
- La mise en place d'une structure de gestion des risques
- Le renforcement des structures de contrôle.
- Le développement des compétences via la formation et la mobilité.
- La finalisation de la mise en place du nouveau système d'information de la Banque.

LES RESSOURCES

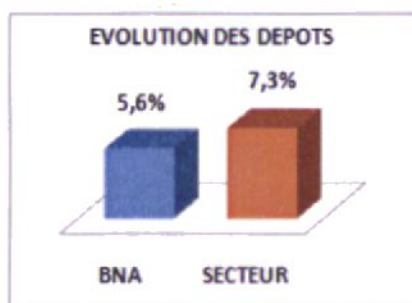
L'encours des ressources collectées auprès de la clientèle s'est élevé à 5.543 MD au 31.12.2013 contre 5.251 MD au terme de l'année précédente, enregistrant ainsi une progression de 5,6%. Ainsi, l'enveloppe additionnelle nette des ressources mobilisées auprès de la clientèle a totalisé 292 MD au cours de l'exercice 2013 contre 255 MD à fin 2012.

Cette évolution a résulté d'un accroissement en volume de 302 MD au niveau des dépôts et d'une baisse de 10 MD au niveau des placements en instruments monétaires et financiers.



	2 011	2 012	2 013	Var. 2012 / 2011		Var. 2013 / 2012	
TOTAL DEPOTS	4 969 221	5 217 529	5 519 652	248 308	5,0%	302 123	5,8%
Dépôts à vue	1 613 828	1 551 330	1 476 625	-62 498	-3,9%	-74 705	-4,8%
Epargne	1 680 952	1 895 281	1 957 526	214 329	12,8%	62 245	3,3%
Dépôts à terme & autres produits financiers	1 498 386	1 608 803	1 896 435	110 417	7,4%	287 633	17,9%
Autres sommes dues à la clientèle	176 055	162 116	189 066	-13 939	-7,9%	26 951	16,6%
INSTRUMENTS MONETAIRES & FINANCIERS	26 918	33 845	24 032	6 927	25,7%	-9 813	-29,0%
Bons de trésor clientèle	16 118	15 045	5 132	-1 073	-6,7%	-9 913	-65,9%
Billets de trésorerie	10 800	18 800	18 900	8 000	74,1%	100	0,5%
TOTAL RESSOURCES CLIENTELE	4 996 139	5 251 374	5 543 684	255 235	5,1%	292 310	5,6%

Les dépôts de la clientèle



Les dépôts et avoirs de la clientèle ont enregistré une hausse de 5,8 % (+ 302 MD) en 2013 contre 5,0 % (+248 MD) à fin 2012, atteignant 5.520 MD au 31.12.2013 contre 5.217 MD au terme de l'année 2012.

Cette évolution a résulté, principalement :

- d'une nette progression de 17,4 % (+ 279 MD) des dépôts à terme et autres produits financiers, atteignant 1.884 MD au 31.12.2013 contre 1.605 MD au 31.12.2012.

- d'une hausse 3,3 % du volume des dépôts d'épargne passant de 1.895 MD au 31.12. 2012 à 1.957 MD à fin 2013, soit une augmentation en volume de 62 MD.

- et d'une régression de 4,8 % au niveau des dépôts à vue et autres sommes dues à la clientèle, revenant de 1.713 MD à fin 2012 à 1.666 MD au 31.12.2013, soit une baisse en volume de 47 MD.

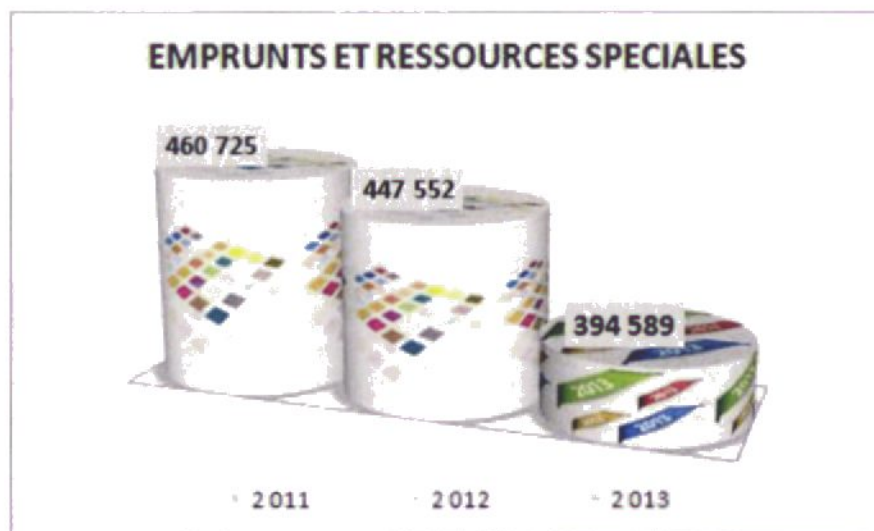
Les placements en instruments monétaires et financiers

L'encours des placements de la clientèle en instruments monétaires et financiers s'est inscrit en baisse de 29,0 %, revenant de 34 MD au 31.12.2012 à 24 MD à fin 2013, soit une baisse en volume de 10 MD. Cette évolution provient essentiellement d'une régression au niveau des placements en bons du trésor.



Les emprunts et ressources spéciales

L'encours net des emprunts et ressources spéciales a accusé une baisse de 11,8%, revenant de 448 MD au 31.12.2012 à 395 MD à fin 2013, soit une diminution en volume de 53 MD.



Cette évolution a résulté principalement :

- de la diminution de l'encours des ressources extérieures de 44,1 MD et ce, en raison du remboursement d'un montant global de 45,6 MD au titre des échéances (en principal) des emprunts extérieurs contre 1,5 MD au titre des appels de fonds sur ces lignes.
- de la baisse de l'encours des ressources budgétaires de 1,2 MD.
- du remboursement d'un montant de 3,3 MD au titre de l'annuité relative à l'emprunt subordonné.

LES EMPLOIS

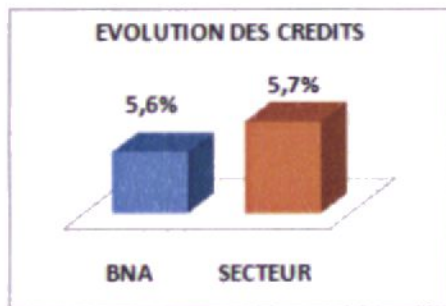
Les engagements

Courant l'année 2013, la Banque Nationale Agricole a assuré le rôle qui lui est dévolu en matière de financement de l'économie, à travers l'octroi de crédits aux différents segments de clientèle bien qu'à un rythme moins prononcé que celui de l'année 2012, tout en assurant une meilleure gestion des risques ainsi que l'amélioration de la couverture des engagements.

Ainsi, l'encours global des engagements nets de la Banque s'est accru de 3,3% (+262 MD) atteignant 8.182 MD au 31.12.2013 contre 7.920 MD à fin 2012.

	2011	2012	2013	Var. 2012 / 2011		Var. 2013 / 2012	
				Volume	(%)	Volume	(%)
Engagements par décaissement	5 916 989	6 368 317	6 612 307	451 328	7,6	243 990	3,8
Engagements par signature	1 279 835	1 551 851	1 569 971	272 016	21,3	18 120	1,2
Total Engagements nets	7 196 824	7 920 168	8 182 278	723 344	10,1	262 111	3,3





Cette évolution provient d'une augmentation de 3,8 % (+ 244 MD) au niveau des engagements par décaissement, atteignant 6.612 MD au 31.12.2013 contre 6.368 MD à fin 2012, et d'une hausse de 1,2% (+18 MD) au niveau de ceux par signature passant de 1.552 MD au 31.12.2012 à 1.570 MD au terme de l'exercice 2013.

une hausse en volume de 476 MD.

En termes d'encours bruts, les engagements de la Banque ont totalisé 8.984 MD à la clôture de l'exercice 2013 contre 8.508 MD au 31.12.2012, enregistrant une progression de 5,6 % soit

Développement des crédits et choix sectoriels

: 1000 Dinars

	2011	2012	2013	Var. 2012/ 2011		Var. 2013 / 2012	
				Volume	%	Volume	%
CREDITS A LA PRODUCTION AGRICOLE	700 034	707 889	765 473	7 855	1,1	57 585	8,1
ENGAGEMENTS PAR DECAISSEMENT	693 371	701 895	753 450	8 525	1,2	51 554	7,3
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	6 663	5 993	12 024	-670	-10,0	6 030	100,6
CREDITS A LA COMMERCIALISATION AGRICOLE	641 026	703 399	841 627	62 373	9,7	138 228	19,7
ENGAGEMENTS PAR DECAISSEMENT	536 547	557 104	733 720	20 557	3,8	176 616	31,7
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	104 479	146 295	107 907	41 816	40,0	-38 388	-26,2
CREDITS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS	6 361 735	7 096 724	7 377 253	734 989	11,6	280 529	4,0
ENGAGEMENTS PAR DECAISSEMENT	5 193 041	5 697 161	5 927 213	504 120	9,7	230 051	4,0
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	1 168 693	1 399 563	1 450 040	230 869	19,8	50 478	3,6
TOTAL ENGAGEMENTS BRUTS	7 702 794	8 508 012	8 984 353	805 217	10,5	476 342	5,6

➤ Financement de la production agricole

Au cours de l'exercice 2013, la banque a assuré le financement de la campagne agricole en faveur de près de 4035 agriculteurs qui ont bénéficié de crédits à court terme pour une enveloppe de 83 MD contre 66 MD au cours de l'année écoulée.

Quant aux financements à moyen et long terme, les débloqués de crédit ont totalisé 57 MD intéressant plus de 740 agriculteurs courant l'année 2013, contre 41 MD une année auparavant.

Les débloqués des crédits à la production agricole ont ainsi porté sur une enveloppe globale de 140 MD au cours de l'exercice 2013 contre 107 MD en 2012.

Ainsi, et compte tenu des recouvrements réalisés (Principal des créances ordinaires et contentieuses), l'encours global brut des engagements agricoles se sont accrus de 8,1% (+57 MD) pour atteindre 765 MD au 31.12.2013 contre 708 MD à fin 2012.

➤ Crédits à la commercialisation des produits agricoles de base

L'encours des crédits à la commercialisation des produits agricoles de base s'est établi à 841 MD au 31.12.2013 contre 703 MD à fin 2012, enregistrant ainsi un accroissement en volume de 138 MD.

Cette évolution a résulté, essentiellement, d'une hausse des concours accordés à la commercialisation des produits céréaliers de 153 MD contre une baisse de ceux des produits oléicoles de 13 MD au cours de l'exercice 2013.

	2011	2012	2013	Var. 2012/2011		Var. 2013 /2012	
				Volume	%	Volume	%
Céréales	517 553	599 113	751 656	81 560	15,8	152 543	25,5
Vignes	8 396	9 708	9 281	1 312	15,6	-427	-4,4
Huiles	112 034	94 578	80 690	-17 456	-15,6	-13 888	-14,7
Dattes	3 043			-3 043	-100,0	0	
TOTAL	641 026	703 399	841 627	62 373	9,7	138 228	19,7

➤ Crédits commerciaux, industriels et services

L'encours brut des engagements commerciaux et industriels a atteint 7.377 MD au 31.12.2013 contre 7.097 MD à fin 2012, enregistrant ainsi une hausse de 4,0% (+280 MD).

Cette évolution provient d'un accroissement des engagements par décaissement de 4,0 % (+230 MD), pour s'établir à 5.927 MD au 31.12.2013 contre 5.697 MD à fin 2012, et de 3,6 % (+50 MD) de ceux par signature, atteignant 1.450 MD au 31.12.2013 contre 1.400 MD à fin 2012.

En effet, la B.N.A a conforté ses positions notamment sur le marché des particuliers enregistrant une croissance des crédits accordés à cette catégorie de clientèle de 7,5%, passant ainsi de 1.248 MD au 31.12.2013 à 1.341 MD à fin 2013.

Recouvrements et Gestion des Risques

➤ Recouvrements des crédits

Le volume global des encaissements au titre du recouvrement des créances (en principal et intérêts) s'est maintenu à 2.891 MD au 31.12.2013, soit presque le même niveau affiché à fin de l'exercice 2012. Ainsi, le taux de recouvrement global s'est situé à 65,7 % au 31.12.2013 contre 68,6% au titre de l'année 2012.

En effet, le volume des recouvrements des créances commerciales et industrielles (hors contentieux) a atteint 2.758 MD au 31.12.2013, soit un taux de recouvrement de 93,5 %.

Pour sa part, le recouvrement des crédits à la production agricole (hors contentieux) s'est amélioré de 11% pour se situer à 113 MD à fin 2013 contre 102 MD au titre de l'année précédente.

	2011	2012	2013
Taux de recouvrement / Créances Ordinaires :			
Commerciaux et Industriels	97,10%	95,50%	93,50%
Agricoles	14,40%	13,50%	14,10%
Taux de recouvrement / Créances Contentieuses :			
Commerciaux et Industriels	2,60%	2,20%	2,60%
Agricoles	3,20%	3,30%	4,30%
Taux de Recouvrement Global	69,30%	68,60%	65,70%

Parallèlement, le volume des recouvrements sur les créances contentieuses s'est inscrit en hausse de 5,8 MD (+40,8 %) pour atteindre 20,0 MD au 31.12.2013 contre 14,2 MD à fin 2012.

Ainsi, le volume global des créances impayées et contentieuses s'est établi à 975 MD au 31.12.2013 contre 804 MD au 31.12.2012. Conséquemment, le taux d'impayés s'est accru de 1,7 points de pourcentage pour se situer à 13,3% à fin 2013 contre 11,6 % une année auparavant. L'aggravation des impayés est due notamment aux nouvelles tombées liées à des crédits ayant des impayés antérieurs à 2013.

➤ **Qualité des risques et réglementation prudentielle**

Le volume des créances classées a enregistré une augmentation de 532 MD pour totaliser 1.793 MD au 31.12.2013 contre 1.261 MD à fin 2012. Le taux des créances classées, s'élève ainsi à 20,0 % en 2013 (Hors Fonds Budgétaires 16,96%)

Il est à noter que l'augmentation du volume des créances classées en 2013 est due principalement à une classification mécanique des créances dont le total des engagements est inférieur à 50 mD constitué essentiellement des crédits agricoles dont une grande partie adossée soit sur des fonds budgétaires soit feront l'objet d'un abandon conformément à la loi des finances 2014 (créances ≤ 5mD) en plus de la classification de 3 entreprises publiques (80 mD). Ainsi et comparativement à 2012, le volume des créances classées (supérieur à 50 mD) a enregistré une évolution de près de 179 MD.

Classe de risque	Engagements	Provisions
Classe 0	5 930 698	8 292
Classe 1	1 240 991	0
Classe 2	171 432	18 542
Classe 3	126 433	29 439
Classe 4	843 799	256 086
Classe 5	651 713	383 442
Total en mDT	8 965 066	695 801
Total/ Créances classées	1 793 378	687 509
Taux des créances classées	20,00%	
Total créances classées hors FB	1 454 187	
Taux des créances classées hors FB	16,96%	

Ce taux est défalqué comme suit :

	Engagements hors FB	Eng sup 50 hors entreprise publique	Eng inf 50	Eng Entreprises publiques
Total créances	8 575 298	5 854 472	1 362 833	1 357 994
Créances (0-1)	7 121 112	4 708 965	1 134 341	1 277 805
Total créances classées	1 454 187	1 145 507	228 492	80 188
Taux des créances classées	16,96%	13,36%	2,66%	0,94%

Le portefeuille titres

L'encours net du portefeuille-titres commercial, constitué en quasi-totalité des bons du trésor, a accusé une baisse de 41,9 % (- 140,5 MD) revenant de 333,9 MD au 31.12.2012 à 193,9 MD à fin 2013.

Quant au Portefeuille d'investissement, son encours net s'est inscrits en baisse de 12,6% (-57,9 MD) pour atteindre 399,5 MD au 31.12.2013 contre 457,4 MD au terme de l'exercice précédent. Cette évolution a résulté principalement de :

- La régression de l'encours des emprunts obligataires de 62,2 MD suite à la souscription de la banque à quatre émissions obligataires pour un montant de 11,5 MD contre l'encaissement de 73,7 MD au titre des remboursements des obligations en portefeuille ; dont notamment 70 MD au titre du remboursement de la totalité de l'emprunt « Caisse de Dépôt et de Consignation ».
- la hausse de l'encours des fonds gérés de 16,4 MD par suite, principalement, à une nouvelle affectation de 20,0 MD contre des remboursements de 3,6 MD ;
- l'augmentation du volume des titres de participations de 2,8 MD suite essentiellement à la libération de participations souscrites par la banque au capital de quatre sociétés pour un montant de 3,2 MD contre des cessions pour un montant de 0,4 MD ;
- la baisse des dettes sur les entreprises publiques prises en charge par l'Etat de 10,9 MD par suite du remboursement par ce dernier des échéances de l'année 2013.

Il est à préciser que les participations de la banque, réparties sur 87 sociétés dont 13 cotées en bourse, dégagent, à fin 2012, une plus-value potentielle de 186 MD.

POSITION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

La position de la Banque sur le marché monétaire s'est soldée par un déficit net de 788 MD au 31.12.2013 contre un déficit de 876 MD au 31.12.2012.

La position nette en dinars s'est soldée par un déficit net de 743 MD en 2013 contre 824 MD en 2012. De même, la position nette en devises s'est soldée par un déficit net de 45 MD en 2013 contre 52 à fin 2012.

Pour sa part, le ratio de liquidité s'est établi à 78,35 % au 31.12.2013 contre 78,42 % au 31.12.2012.

LES OPERATIONS A L'INTERNATIONAL

Les titres domiciliés

Le volume des domiciliations de titres de commerce extérieur a atteint 8.272 MD au 31.12.2013 contre 9.458 MD à fin 2012, soit une baisse de 12,54%, suite à une légère régression du nombre de titres domiciliés totalisant 28.268 titres en 2013 contre 29.233 titres au cours de l'année précédente.

En effet, le nombre de titres d'importation domiciliés s'est inscrit en baisse de 4,32%, revenant de 20.728 titres en 2012 à 19.832 titres en 2013, pour atteindre un volume de l'ordre de 6.666 MD contre 8.413 MD une année auparavant.

Quant aux domiciliations des titres d'exportation, leur volume a totalisé 1.606 MD au 31.12.2013 contre 1.045 MD au cours de l'exercice 2012, enregistrant ainsi une augmentation au taux de 53,6%, et ce en dépit de la baisse du nombre de titres d'exportation domiciliés.

Les règlements sur l'étranger

Les règlements sur l'étranger traités par l'intermédiaire des guichets de la B.N.A ont accusé une progression de 14,2 %, passant de 7.114 MD au cours de l'exercice 2012 à 8.124 MD au titre de l'année 2013.

En effet, les règlements en provenance de l'étranger ont totalisé 2.435 MD au 31.12.2013 contre 1.655 MD à fin 2012, soit une hausse en volume de 780 MD tirée essentiellement d'une augmentation en volume de 331 MD au niveau des crédits documentaires à l'exportation et de 440 MD des transferts reçus.

D'un autre côté, les règlements à destination de l'étranger se sont accrus de 4,2% pour atteindre 5.689 MD au terme de l'exercice 2013 contre 5.459 MD au 31.12.2012. Cette augmentation concerne, essentiellement, les crédits documentaires imports (+ 16,5%).

Les opérations de change manuel

Les opérations de change manuel traitées auprès des guichets de la Banque, ont totalisé 466 MD au 31.12.2013 contre 469 MD à fin 2012.

Cette évolution a résulté d'une baisse de 7 % (- 25 MD) au niveau du volume des opérations d'achats de devises revenant de 370 MD en 2012 à 345 MD à fin 2013, combinée à une hausse de 22 % (+21 MD) au niveau du volume des opérations de ventes de devises qui ont atteint 120 MD au 31.12.2013 contre 99 MD l'année précédente.

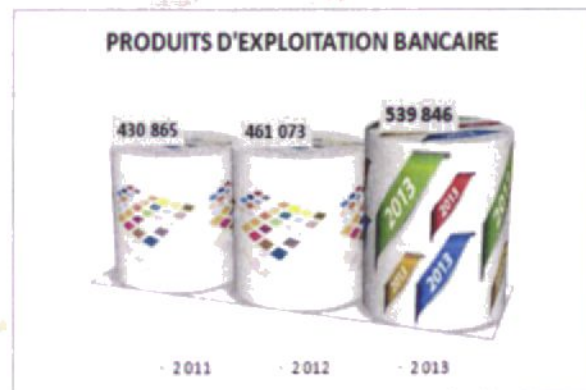
RESULTATS DE LA BANQUE

Produits d'exploitation bancaire

Au terme de l'exercice 2013, les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une progression de 17,5 % (+78,8 MD) contre 7% (+30,2 MD) une année auparavant, atteignant 539,9 MD au 31.12.2013 contre 461,1 MD à fin 2012.

Cette évolution a résulté, principalement :
d'une progression de 65,9 MD (+ 19,3 %) des intérêts et revenus assimilés sur les opérations de crédit à la clientèle, grâce notamment au bon comportement des intérêts perçus sur les crédits commerciaux et industriels qui se sont accrus de 65,4 MD pour atteindre 389,6 MD contre 324,2 MD une année auparavant.

- d'un accroissement de 2,1 MD du volume des commissions perçues, pour totaliser 54,8 MD au 31.12.2013 contre 52,6 MD au titre de l'année 2012 ;
- d'une hausse de 4,9 MD des revenus du portefeuille d'investissement, suite notamment à un accroissement de 2,8 MD des revenus des titres de participation et de 1,3 MD de ceux des emprunts obligataires ;
- d'une augmentation de 2,0 MD des gains sur le portefeuille commercial et opérations financières, provenant essentiellement d'une hausse de 4,6 MD des profits de la salle de change conjuguée à une baisse de 3,7 MD des gains sur les bons du trésor ;

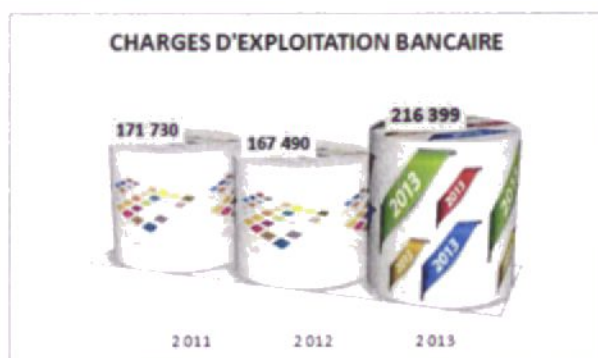


Charges d'exploitation bancaire

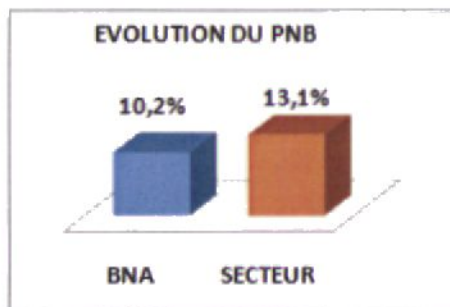
Le volume des charges d'exploitation bancaire s'est établi à 216,4 MD au 31.12.2013 contre 167,5 MD à fin 2012, enregistrant ainsi une hausse de 29,2 % (+48,9 MD).

Cette évolution provient essentiellement :

- d'une hausse de 46,2 MD des intérêts servis sur les dépôts de la clientèle (Intérêts servis / Epargne : +17,2 MD et Intérêts servis / Bons de caisse et comptes à terme : +22,1MD).
- d'un accroissement de 4,8 MD des intérêts servis sur les opérations de trésorerie.



Produit Net Bancaire



Le Produit Net Bancaire s'est inscrit en hausse de 10,2% (+ 29,9 MD), pour atteindre 323,4 MD au 31.12.2013 contre 293,6 MD au 31.12.2012

Cette évolution est marquée par l'augmentation de 10,9 % de la marge nette d'intérêts, de 3,6 % de la marge sur commissions et de 14,3 % des autres revenus notamment du portefeuille titres.

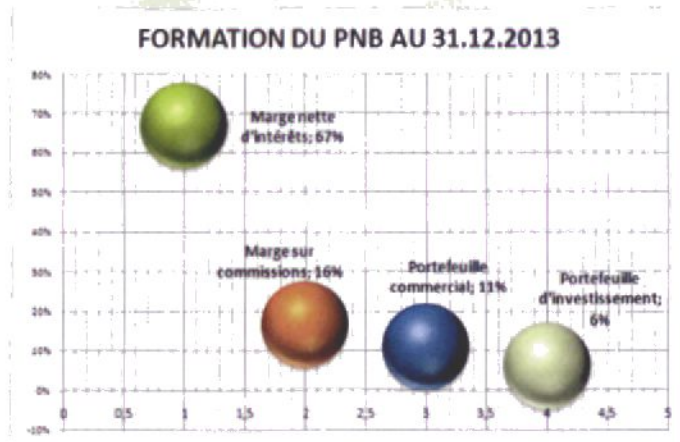
➤ Marge en intérêts

Contribuant à hauteur de 66 % dans la formation du PNB, la marge nette d'intérêts s'est établie à fin décembre 2013 à 218,3 MD contre 194,9 MD au 31.12.2012, soit une hausse de 12,0 % par rapport à 2012.



➤ Marge sur commissions

La marge nette sur commissions a enregistré une progression de 3,6% pour s'établir à 53,2 MD au 31.12.2013 contre 51,3 MD à fin 2012. Sa part dans le PNB s'est située à 16 % au 31.12.2013.



➤ Revenus du Portefeuille titres

A fin Décembre 2013, les revenus perçus sur le portefeuille titres commercial se sont accrus de 5,9 %, pour totaliser 34,8 MD contre 32,8 MD l'année précédente, contribuant ainsi à hauteur de 11% dans la formation du produit net bancaire.

Les revenus du portefeuille d'investissement ont enregistré une

progression de 33,3%, atteignant 19,4 MD à fin 2013 contre 14,5 MD en 2012, représentant ainsi 6 % du PNB.

Il est à préciser que, compte non tenu des plus ou moins-value constatées, le taux de rendement du portefeuille titres de participations de la banque s'est établi à 9,1% au cours de l'exercice 2013 contre 7% enregistré en 2012.

Charges de fonctionnement

Au terme de l'année 2013, Le volume global des charges de fonctionnement a totalisé 155,1 MD contre 143,5 MD à fin 2012, soit une hausse en volume de 11,6 MD (+8,1 %) contre 10,0 MD (+7,5%) une année auparavant.

En effet, le volume des charges salariales s'est établi à 127,0 MD au 31.12.2013 contre 117,5 MD à fin 2012, enregistrant ainsi une hausse de 8,0% (+9,5 MD) contre 8,1% (+8,8 MD) imputable aux coûts de la promotion et des recrutements conjugués aux économies de charges liées aux départs à la retraite.

Pour sa part, le volume des charges générales d'exploitation s'est accru de 8,4% (+2,2 MD) au titre de l'exercice 2013 contre 4,6% (+1,1 MD) une année auparavant, atteignant ainsi 28,1 MD.

Ainsi, et compte tenu de l'évolution du produit net bancaire, le coefficient d'exploitation s'est situé à 47,9 % au 31.12.2013 contre 48,9 % au terme de l'exercice 2012.

Les dotations aux provisions et corrections de valeurs

Poursuivant sa politique de couverture des risques, la B.N.A a affecté une dotation brute aux provisions de 218,9 MD au titre de l'exercice 2013 contre 130,9 MD en 2012.

Cette dotation a été affectée essentiellement pour la couverture :

- des créances à hauteur de 206,1 MD, dont notamment 190,9 MD pour les créances douteuses et 15,2 MD affectée comme dotations aux provisions collectives sur créances non classées ;

Il est à préciser, qu'en application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la BNA a constitué des provisions additionnelles nettes sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour un montant de 12,876 MD.

- et de la dépréciation du portefeuille d'investissement à hauteur de 6,9 MD.

Par ailleurs, des reprises de provisions ont été constatées au cours de l'année 2013 pour un montant de 61,6 MD contre 47,9 MD au titre de l'année précédente.

Ainsi, et compte tenu des plus ou moins-values et autres corrections de valeurs sur les créances et titres, le volume des dotations nettes aux provisions a atteint 158,2 MD au 31.12.2013, contre une enveloppe nette de 92,9 MD enregistrée au cours de l'exercice 2012.

En conséquence, le taux de ponction sur le produit net bancaire pour les affectations de dotation aux provisions nette des reprises de provisions s'est situé à 49 % au 31.12.2013 contre 28 % à fin 2012.

Résultat d'exploitation

Conséquence de l'évolution du produit net bancaire ainsi que des charges opératoires, le résultat d'exploitation s'est situé à 5,2 MD au 31.12.2013 contre 52,3 MD au 31.12.2012, soit une régression de 47,1.

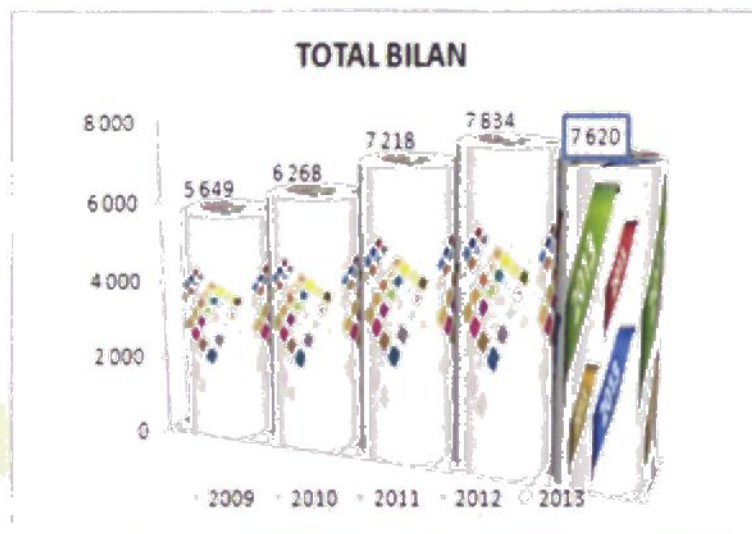
Résultat net

Le Résultat net a enregistré une régression 66,3% (-28,6 MD) pour s'établir à 14,6 MD à fin 2013 contre 43,2 au 31.12.2012. Après modifications comptables, le Résultat Net s'est situé à -32,962 MD

EVOLUTION DE LA BANQUE ET SES PERFORMANCES AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES

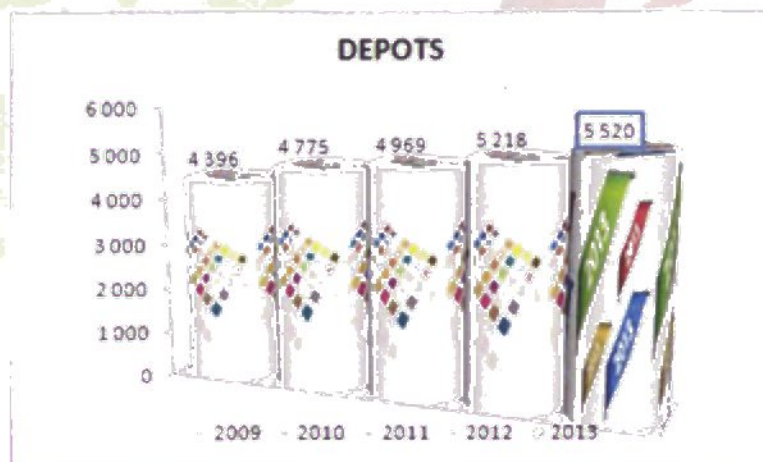
TOTAL BILAN

Le total du Bilan s'est inscrit en hausse moyenne de 8,0 % au cours des cinq dernières années pour s'établir à 7.620 MD à fin décembre 2013.

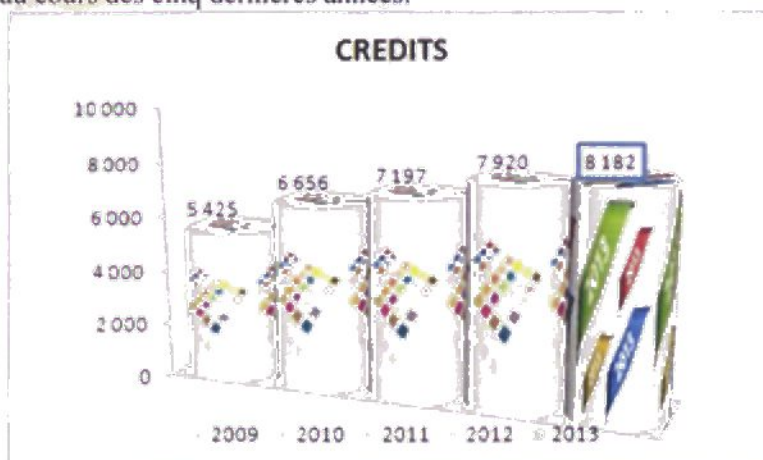


DEPOTS ET CREDITS CLIENTELE

Les Dépôts de la Clientèle se sont élevés à 5.520 MD à fin 2013, en augmentation moyenne de 5,9 % au cours des cinq dernières années.

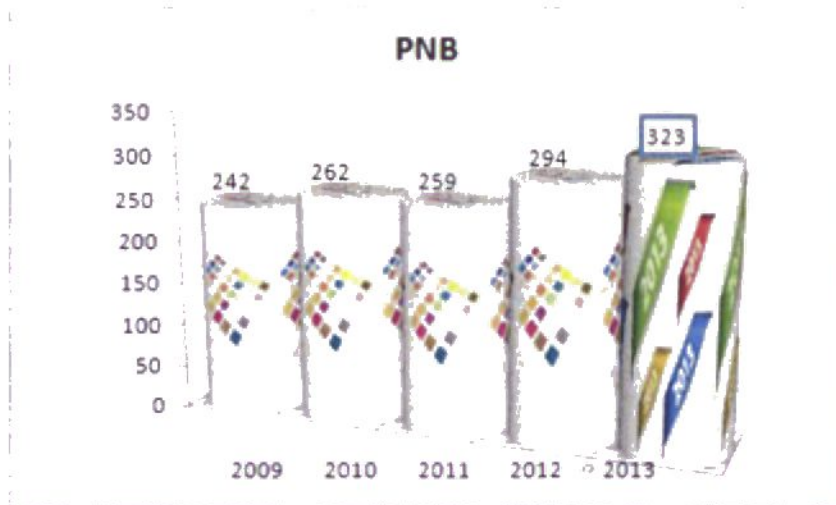


Les Crédits nets à la Clientèle se sont établis à 8.182 MD au 31 décembre 2013, en accroissement moyen de 11,0 % au cours des cinq dernières années.



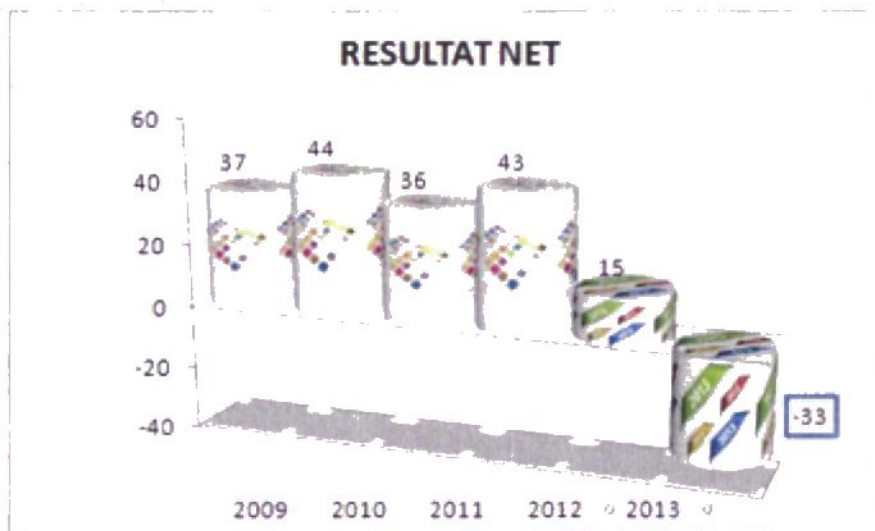
PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit Net Bancaire a enregistré une augmentation annuelle moyenne de 7,7% au cours des cinq dernières années pour s'établir à 323 MD à fin 2013.



RESULTAT NET

Le Résultat Net en 2013 est 14,6 MD, (après modifications comptables, le Résultat Net s'est situé à -32,962 MD)





RATIOS

	2009	2010	2011	2012	2013
Ratio de Liquidité	133,36%	103,92%	83,63%	78,42%	78,35%
V. Immob. / Fonds Propres	111,20%	106,30%	103,50%	119,00%	109,08%
Emprunts MLT / Capitaux Propres	0,69	0,65	0,55	0,44	0,4
Impayés / Total Engagements bruts	13,10%	10,60%	10,90%	11,60%	13,16%
Intérêts perçus / Encours moyen des crédits	6,40%	6,10%	5,50%	5,20%	5,79%
Intérêts servis / Encours moyen des ressources	3,10%	2,80%	2,80%	2,50%	3,14%
Commissions / P.N.B	23,80%	22,70%	23,30%	23,00%	22,38%
Commissions / Masse Salariale	59,10%	60,00%	55,40%	57,30%	57,01%
Frais généraux / P.N.B (Coff. d'exploit.)	50,50%	47,80%	51,50%	48,90%	47,95%
Masse Salariale / P.N.B	40,20%	37,90%	41,90%	40,00%	39,26%
Charges Générales d'Exploitation / P.N.B	10,20%	9,90%	9,60%	8,80%	8,69%
Bénéfice Net / Total moyen des F.P. (R.O.E)	13,14%	12,41%	11,32%	10,39%	3,47%
Bénéfice Net / Total des Actifs (R.O.A)	0,66%	0,73%	0,53%	0,57%	0,19%
Masse Salariale / Effectif	36,3	36,9	40,4	43,9	47,5
Produit Net Bancaire / Effectif	90,2	97,3	96,3	109,8	121,0
Produit Net Bancaire / Nb d'agences	1 632,10	1 655,80	1 619,60	1 823,50	1960,3
Résultat d'exploitation / Effectif	17,7	18,4	14,6	19,6	1,9
Résultat d'exploitation / Nb d'agences	320,2	312,4	246,3	325,1	31,5
Bénéfice Net / Effectif	13,9	16,1	13,4	16,2	5,4
Bénéfice Net / Nb d'agences	251,3	273,4	224,8	268,4	88,2

COMMUNICATION ET MARKETING

La BNA davantage au service de l'Entrepreneuriat

Afin de servir ses objectifs stratégiques, renforcer son positionnement en tant qu'acteur actif qui concourt au développement économique du pays, la Banque Nationale Agricole s'est investie davantage au service de l'entrepreneuriat.

L'avant-première était la conclusion d'une alliance stratégique avec l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE), en vertu de laquelle la banque est le partenaire officiel et exclusif du secteur bancaire de toutes les activités de cet institut.

Cette convention permet à la B.N.A d'accompagner l'IACE dans tous les événements d'envergure nationale et internationale qu'elle organise notamment à travers sa participation à la **Tente de l'entrepreneuriat** dans sa première édition qui a connu un succès remarquable, et aux **Journées de l'Entreprise** qui ont été l'occasion pour développer



de nouvelles relations d'affaires avec les opérateurs du monde de l'entrepreneuriat.

A l'instar des années précédentes, la banque a maintenu ses participations aux salons, foires et manifestations spécialisées encourageant et soutenant l'esprit de l'Entrepreneuriat dont notamment Le Med Industrie organisé par la CCIT, le SITAP organisé par l'UTAP et le Salon de l'entreprise organisé par le Centre des Affaires de Sfax.



Le partenariat entre la B.N.A et la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT) est jugé aussi fructueux compte tenu de la diversité et la pertinence des actions organisées par cet organisme.

Un engagement social et citoyen

La Banque Nationale Agricole s'est affirmée en tant que banque citoyenne à travers ses multiples actions visant à valoriser sa responsabilité sociétale et son engagement communautaire et à consolider son image d'un partenaire social, assurant ainsi des liens de confiance, un échange de valeurs et des rapports durables avec la société civile.

En 2013, la Banque a apporté son soutien à un bon nombre d'associations et d'initiatives nobles à travers son intervention à différents domaines de solidarité, tout en accordant à l'éducation une priorité majeure.



L'engagement de la BNA en faveur de l'éducation a été renforcé davantage en 2013 par la signature d'une convention de partenariat avec l'Association ALMADANYA via la prise en charge par notre banque, durant trois années scolaires, des frais de transport de plus de 1100 écoliers dans les zones rurales du Gouvernorat de Jendouba, région parrainée par la BNA et ce, dans le cadre du programme « FATMA ».

La B.N.A fût honorée aussi par sa grande contribution à d'autres actions de citoyenneté en apportant son soutien à certains clubs et associations dont principalement les Clubs des Jeunes et des Etudiants (Association Culturelle de la Faculté de Médecine Dentaire de Monastir, Le Club Polytechnique, l'ISG,



l'INSAT, Jeunes Sciences du Kef...) ainsi que d'autres associations actives dans la société civile (UTAIM Ariana, Association Tunisienne des sciences Mathématiques...).





Promotion du sport national

Solidarité, Esprit d'équipe, dépassement de soi et reconnaissance envers la nation, autant de valeurs affirmant l'engagement de la Banque Nationale Agricole en faveur du sport national.

Outre le partenariat signé l'année précédente avec le CNOT pour le cycle olympique 2012-2015, la B.N.A a renouvelé courant l'année 2013 son soutien à l'élite sportive tunisienne via des contrats de sponsoring conclus avec la Fédération Tunisienne de Canoe-Kayak, La Fédération Tunisienne D'aviron, La Fédération Tunisienne de Handball, La Fédération Tunisienne de Voile et la Ligue Nationale de Handball Féminin et le Trophée des champions de Handball organisé à Tunis.



Le sponsoring de la B.N.A a touché également différents clubs opérant dans différentes disciplines dont : Le Tennis Club de la Marsa, Al Hilal Sport, L'AESA Ariana et Mknassy Sport...

Lancement de nouveaux produits et services

Afin satisfaire les besoins de sa clientèle, la banque a procédé au cours de l'année 2013 au lancement d'un nouveau service de bancassurance à savoir « Assurance et assistance en voyage » qui est un service destiné aux clients de la B.N.A et les non-clients sollicitant une attestation d'assurance et d'assistance en voyage exigée pour l'obtention de visa de voyage.

L'année 2013 a été marquée par le lancement du service de recharge électronique « NOMADE » avec l'opérateur Tunisie Télécom.

Extension du réseau d'agences

Courant l'année 2013, la Banque Nationale Agricole a renforcé son réseau commercial par l'ouverture de quatre nouvelles agences à savoir : Teboulba Erriadh, Mégrine, La Marsa, Mannouba, ce qui a porté ainsi le nombre à 165 agences.



Parallèlement, et dans le cadre de la modernisation de son réseau, la banque a procédé au cours de l'année 2013 à l'aménagement des agences suivantes : Tunis Port, Inter Tunisia, et Sned.

ORGANISATION ET SYSTEME D'INFORMATION

La Banque Nationale Agricole a engagé au cours de l'année 2013 plusieurs actions d'ordre organisationnelles s'articulant principalement autour de la refonte du système d'information et de la conduite des projets de développement interne des modules métiers de la banque.

En ce qui concerne les projets de refonte du système d'information, il a été procédé en 2013 à :

- la finalisation du deuxième lot relatif au système agence « SMILE » ainsi qu'au suivi de l'avancement dans la migration de certains produits sur le système des engagements « SAEB » ;
- l'achèvement des travaux de migration notamment des préalables à la mise en œuvre de certains modules du nouveau noyau du système comptable Carthago ;



Parallèlement, les travaux de développement interne des modules métiers de la banque ont touché différents domaines dont :

- le domaine Bancaire Etranger, la Trésorerie et le domaine des services communs ;
- le domaine monétique à travers la maintenance des applications actuelles, le changement d'architecture de la solution Monétique et l'acquisition d'un nouvel Back office monétique ;
- le domaine Contrôle et sécurité à travers deux projets essentiellement :
 - ✓ Projet « Pofiling et monitoring, détection des clients suspects » ;
 - ✓ Projet « Plan de Continuité d'Activité » : ayant pour but de formaliser les procédures de continuité d'activité de la banque en cas de sinistre, et ce pour les Procédures Métiers (métiers dont la rupture d'activité est critique ou intolérable) et les Procédures Informatiques (secours informatique).

En matière organisationnelle, l'année 2013 a été consacrée à la concrétisation de l'engagement de la banque dans l'amélioration de sa gouvernance par un renforcement de son système de contrôle interne.



BILAN SOCIAL

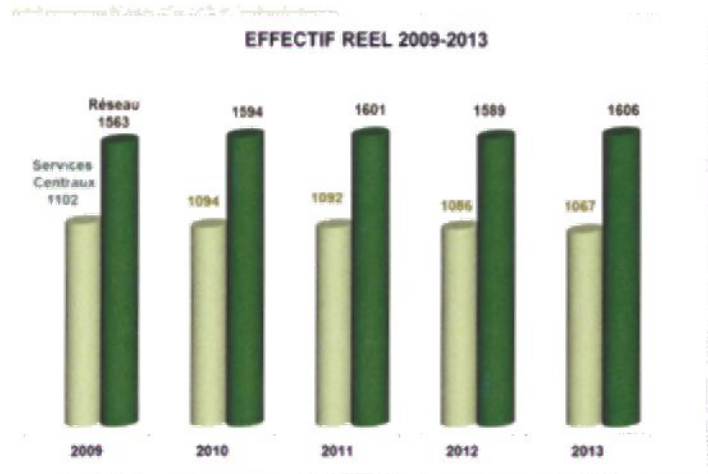
Accompagner le développement et le changement, valoriser, motiver, promouvoir la diversité et être à l'écoute des collaborateurs demeure au centre de la stratégie de la B.N.A en matière de ressources humaines.

Effectif et mouvements

A fin Décembre 2013, l'effectif total de la banque a atteint 2673 agents contre 2675 en 2012, dont 1606 agents affectés au réseau et 1067 au niveau des services centraux.

La répartition de l'effectif entre le siège et le réseau se détaille comme suit :

- Pour le réseau : 60,1% en 2013 contre 59,4% en 2012.
- Pour les services centraux : 39,9% en 2013 contre 40,6% en 2012.



Le taux d'encadrement de la banque reste parmi les meilleurs dans le secteur bancaire, se situant à 85,46% au 31.12.2013 contre 69,5% à fin 2012.

Recrutement et intégration

Dans le cadre des mesures d'accompagnement au plan d'extension de son réseau commercial, la B.N.A a procédé au recrutement de 78 agents au cours de l'année 2013.

Par ailleurs, l'évolution de l'effectif a été également marquée par le départ de 97 agents, dont 88 unités au titre des départs à la retraite.

Formation

Soucieuse de perfectionner les compétences et d'améliorer la productivité de son personnel, la B.N.A a poursuivi au cours de l'année 2013 sa politique de formation répondant à la fois aux besoins des collaborateurs et leurs perspectives de carrières.

Dans ce cadre, des actions de formations dites « formations métiers » ont été planifiées en faveur de 58 agents, et ce afin de mieux répondre aux besoins du personnel en matière de compétences spécialisées et opérationnelles.

En ce qui concerne les actions de formation en inter-entreprises, 189 agents ont bénéficié de séminaires en Tunisie et 30 agents à l'étranger.



Parallèlement, le centre de formation intégré a accueilli 1277 agents ayant bénéficié de différentes actions de formation, et ce afin d'améliorer la polyvalence des agents et leur permettre l'évolution ainsi que la promotion dans leurs métiers.

Par ailleurs, dans le cadre de l'ouverture de la banque à son environnement universitaire et professionnel, près de 1525 stagiaires ont été accueillis courant l'année 2013 au sein des différentes structures de la banque.

Promotion

L'évolution professionnelle demeure un élément important qui contribue à la motivation des personnes en leur donnant des perspectives réelles d'évolution et d'ascension professionnelle.

Ainsi, la promotion annuelle pour l'exercice 2013 a concerné 670 agents sur un total de 784 aptes, soit un taux de 85,46%.

Actions sociales

La banque a alloué une enveloppe de 5,2 MD pour financer les œuvres sociales, couvrant notamment la restauration, les activités de la CCE, la scolarité des enfants du personnel...

CONTROLE INTERNE

Contrôle de la conformité

L'année 2013 a été marquée par la prolifération des textes réglementaires tant sur le niveau national qu'à l'échelle internationale régissant la fonction conformité de l'activité bancaire, notamment :

- Le décret n°2013-4953 du 5 Décembre 2013 au sens duquel notre banque est tenue d'une part de faire inclure obligatoirement en tant que point permanent de l'ordre du jour du Conseil d'administration des banques le suivi du rapport émis par les organes de contrôle de la conformité, et d'autre part de transmettre au Ministère des Finances les rapports émanant du conseil d'Administration se rapportant à l'Organe de Contrôle de la conformité ;
- La circulaire BCT n°2013-15 du 7 Novembre 2013 portant « Mise en place des règles de contrôle interne pour la gestion du risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme » ;
- Les imminentes dispositions de la Loi Américaine « FATCA » (Foreign Account Tax Compliance Act) visant à imposer aux institutions financières non américaines des obligations déclaratives de certains comptes détenus hors des Etats Unis par des contribuables américains.

Ainsi, face à ces obligations de plus en plus contraignantes pouvant même induire des sanctions judiciaires et disciplinaires qui portent atteinte à la réputation de la banque, et afin de maîtriser les risques de non-conformité inhérents aux activités bancaires, la BNA a adopté une démarche s'articulant autour des axes suivants :

- Identification et évaluation de certains risques de non-conformité ;
- Contrôle l'exécution des obligations légales de la banque pour chaque risque identifié ;
- Proposition et suivi des recommandations pour la maîtrise de ces risques.



Outre ses attributions d'identification et de maîtrise des risques de non-conformité au niveau de la banque, l'Organe Permanent de Contrôle de la Conformité a contribué à assurer la sécurité financière conformément à la réglementation régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Dans ce cadre, le renforcement du dispositif de la banque en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été poursuivi par la relance du projet de la mise en place de la solution de Profiling-Monitoring, conformément aux dispositions de la loi n°2009-65 du 12 Août 2009, et suite notamment à la diffusion de la circulaire BCT n°2013-15 du 7 Novembre 2013.

En outre, l'année 2013 a été caractérisée par la réception provisoire du marché portant abonnement de la banque à la solution globale des Personnes Politiquement Exposées (PPE), qui une fois livrée a été insérée au niveau de l'application de filtrage SAFE SIDE WATCH.

Audit Interne

Au cours de l'année 2013, l'activité de l'Audit Interne a été focalisée sur un contrôle classique touchant essentiellement les structures centrales, outre la réalisation des enquêtes dans le cadre des demandes exprimées par les juges d'instruction, les experts judiciaires et la Commission Nationale d'Etablissement des Faits sur les Affaires de Malversation et de Corruption, se rapportant notamment aux cessions de participations, abandons de créances et analyses des engagements de la famille Ben Ali, Trabelsi et alliés.

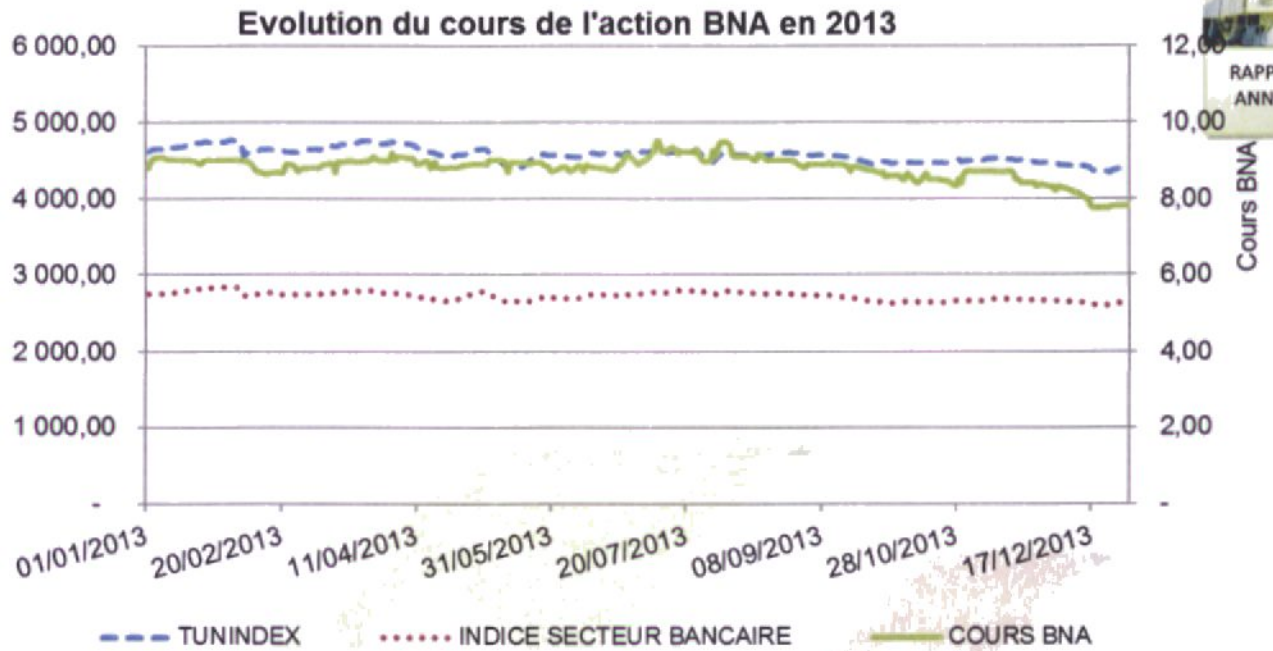


L'ACTION BNA EN BOURSE

Au cours de l'année 2013, l'action BNA s'est échangée pendant 217 séances de bourse avec un volume moyen de transactions journalières de près de 2 660 titres. Ainsi, les échanges globaux d'actions BNA ont porté sur 648 856 actions pour un volume global de 5 588 254 Dinars.

Le cours de fin de séance a, pour sa part, fluctué entre un minimum de 7,740 dinars enregistré le 18-02-2013 et un maximum de 9,520 dinars le 09-07-2013 pour terminer l'année à 7,800 dinars.

Aussi, au terme de l'exercice 2013, la capitalisation boursière s'est établie à 249.600 mD et le PER à 6,5, contre respectivement, 274.880 mD et 7,8 au 31-12-2012.



Par ailleurs, l'année boursière 2013 a été sanctionnée, à l'instar de l'année 2012, par une conjoncture difficile caractérisée par un manque de visibilité politique et économique. Ainsi, le Tunindex a terminé l'année à 4 381.32 points, soit une contre-performance de 4.33%.

Le repli enregistré par la valeur BNA au cours de l'exercice 2013 s'inscrit dans cette tendance globale du marché. Parallèlement, les indicateurs d'activité de la banque en 2013 affichaient une évolution positive et le titre BNA se valorise à 6.5 x ses bénéfices alors que le PER sectoriel est de l'ordre de 12.

	2010	2011	2012	2013
Capital social (mD)	160 000	160 000	160 000	160 000
Capital social libéré (mD)	160 000	160 000	160 000	160 000
Nominal (DT)	5	5	5	5
Nombre d'actions (en milliers)	32 000	32 000	32 000	32 000
Nombre d'actions admises (en milliers)	32 000	32 000	32 000	32 000
Capitaux traités (mDT)	106 622	40 297	23 929	5 588
Titres traités	7 181 467	3 261 688	2 187 145	648 856
Cours de clôture le plus haut (DT)	19	15,44	12,7	9,52
Cours de clôture le plus bas (DT)	11,59	9,66	8,45	7,74
Dividende par action (DT)	0,4	0,4	0,4	-
Date de distribution	12/09/2011	10/09/2012	06/08/2013	-
Price Earning Ratio (PER)	11,11	10,14	7,81	6,52
Capitalisation Boursière au 31-12-(mD)	480 000	385 600	281 280	249 600

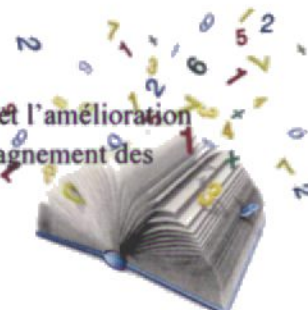


EVOLUTION PREVISIONNELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les orientations

Les efforts de l'année 2014 seront axés sur :

- La poursuite d'une politique de crédit basée sur la diversification des risques et l'amélioration de la qualité et de la couverture des engagements tout en favorisant l'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises.
- La mise en place d'une structure de gestion des risques ;
- La mise en place d'une unité de gestion des ressources et des emplois ;
- Le renforcement des structures de contrôle ;
- L'amélioration des indicateurs de rentabilité de la banque
- Le renforcement de la présence de la banque au niveau régional par de nouvelles ouvertures afin d'être toujours plus proche du citoyen.



Hypothèses et résultats attendus

L'évolution de l'activité de la banque, au cours de l'exercice 2014 se caractériserait par :

- Un accroissement de 5,5% du total bilan ;
- Une progression de l'encours global des engagements bruts au taux de 5,4%.
- Une augmentation de 11,3% de l'encours des ressources mobilisées auprès de la clientèle ;
- Une hausse de 9,6% de l'encours brut du portefeuille-titres d'investissement ;
- Et une augmentation de 24,8% de l'encours des emprunts et ressources spéciales.

L'évolution de l'activité de la banque ainsi projetée se solderait par un accroissement des produits d'exploitation bancaire au taux de 9,3% et une hausse des charges d'exploitation bancaire de 12%, entraînant une progression du produit net bancaire de 7,6% au cours de l'exercice 2014.

Avancement des différents projets stratégiques

Les objectifs qualitatifs pour l'exercice 2014 s'inscrivent dans le cadre des choix institutionnels et des mesures d'accompagnement pour la mise en œuvre des orientations stratégiques de la banque et se résument dans les principaux points suivants :

- la mise en place d'une structure de gestion des risques et d'un système de pilotage ALM (Asset Liability Management) afin de mieux gérer les Emplois et Ressources de la banque.
- La mise en place d'un applicatif de gestion des garanties (SAGA).
- Un plan de formation riche en actions.
- Une motivation supplémentaire des employés par l'alignement des primes de fonction avec les deux banques publiques de la place.
- La finalisation de la mise en place du nouveau système d'information de la banque.
- Un programme d'extension du réseau pour l'exercice 2014 portant sur l'ouverture de cinq nouvelles agences.

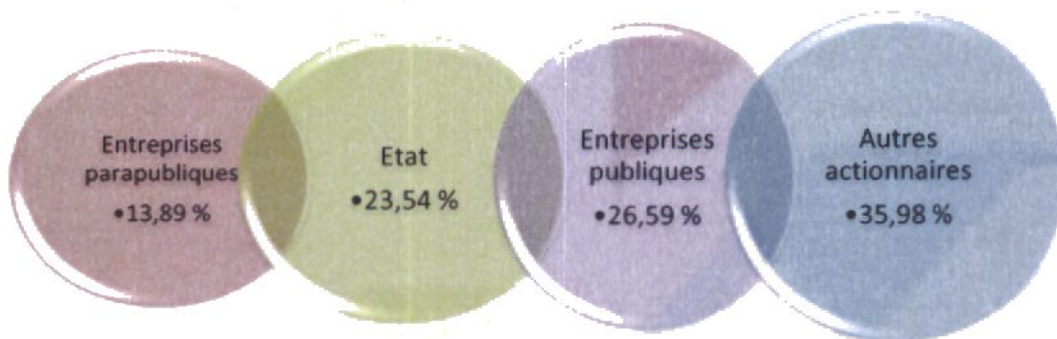
ACTIONNARIAT

Structure du capital au 31.12.2012

Structure du capital au 31.12.2013

Au 31.12.2013, le capital social est réparti comme suit :

	Nombre d'actions	Montant en Dinars TN	%
Etat	7 531 373	37 656 865	23,54%
Entreprises parapubliques	4 446 209	22 231 045	13,89%
Entreprises publiques	8 509 486	42 547 430	26,59%
Autres actionnaires	11 512 932	57 564 660	35,98%
Total	32 000 000	160 000 000	100,00



Répartition des droits de vote

Les 32.000.000 actions représentant le capital de la banque comportent 32.000.000 de droits de vote. Selon l'article 45 des statuts, chaque membre de l'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire a autant de voix qu'il possède et représente d'actions sans limitation, sauf exception légale.

Conditions d'accès à l'Assemblée Générale

Conformément à l'article 40 des statuts, seuls les actionnaires propriétaires d'au moins dix actions libérées sont habilités à assister à l'assemblée sur simple justification de leur identité. Les propriétaires de moins de dix actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux au moyen d'un pouvoir, dûment signé, à remettre au mandataire désigné ou à déposer au siège de la Banque cinq jours au moins avant la réunion.

GOUVERNANCE

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de la banque l'exige, au moins quatre fois par an.

En 2013, le Conseil d'administration a tenu 5 réunions.

Règles de nomination et de remplacement des membres

Selon l'article 21 des statuts de la banque, les membres du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de 3 ans.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, suite à un décès, une incapacité physique, une démission ou à la survenance d'une incapacité juridique, le conseil d'administration peut le remplacer, et ce, pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur conformément à la réglementation en vigueur

Cette nomination à titre provisoire est soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Composition du Conseil d'Administration actuel

Président :

M. Jaafar Khatteche

Membres :

- Ministère des Finances *représenté par M. Mohamed Arbi Debki.*
- Ministère du développement et de la coopération internationale *représenté par M. Lotfi Fradi.*
- Ministère de l'Agriculture *représenté par M. Mohamed Lotfi Frad.*
- Office des Céréales *représenté par M. Khaled Lachtar.*
- Caisse Nationale de la Sécurité Sociale *représentée par M. Hafedh Laamouri.*
- Office du Commerce de la Tunisie *représenté par M. Slah Louati.*
- Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles *représentée par M Mansour Nasri.*
- M. Sahbi Mahjoub.
- M. Lotfi Maktouf.
- M. Ridha Timoumi.
- M. Taoufik Jelassi, représentant les actionnaires minoritaires.

Direction Générale

Composition

Monsieur Jaafar KHATTECHE assure la fonction du Président Directeur Général de la Banque par décision du Conseil d'Administration du 13 mai 2011.

Monsieur Ammar TLILI nommé, par décision du Conseil d'Administration du 21 Janvier 2011 en tant que Directeur Général Adjoint, en charge du domaine d'Exploitation.

Monsieur Noureddine BEN HASSEN, nommé par décision du Conseil d'Administration du 22 Février 2012 en tant que Secrétaire Général, en charge du domaine d'appui.

Comités

Comité Permanent d'Audit Interne

Ce Comité a été créé par le Conseil d'Administration en application de la loi n°2001-65 relative aux établissements de crédit et de la circulaire BCT n°2006-19. Ce comité se compose de trois membres au moins dont un président. En 2013, ce Comité s'est réuni 4 fois.

➤ Principales missions

Révision et avis sur le rapport annuel y compris les états financiers de l'établissement avant sa transmission au Conseil d'Administration pour approbation ;

Examen de toutes les opérations susceptibles de nuire à la situation financière de l'établissement et portées à sa connaissance par les commissaires aux comptes ou les auditeurs externes ;

Revue de tout relevé de la Banque avant sa transmission aux autorités de supervision;

Agrément de la nomination du responsable de la structure d'audit interne ainsi que des auditeurs ;

Proposition de nomination des commissaires aux comptes et des auditeurs externes et donne un avis sur le programme et les résultats de leur contrôle;

Rend compte régulièrement au Conseil d'Administration de l'exercice de sa mission.

➤ Composition

M. Ridha Timoumi: Président

M. Lotfi Fradi

M. Mansour Nasri

Comité Exécutif de Crédit

Ce Comité a été institué par le Conseil d'Administration en application de la loi n°2006-19 modifiant et complétant la loi n°2001-65, relative aux établissements de crédit et de la circulaire BCT n°2006-07. Ce comité est présidé par le Directeur Général et se réunit au moins quatre fois par an.

En 2013, ce Comité a tenu 6 réunions.



➤ Principales missions

Contrôle à posteriori et donne son avis sur un certain nombre de crédits octroyés par la banque;
Examine l'activité de financement de la banque et s'assure du respect de la politique définie par le Conseil d'Administration;
Présente des recommandations pour la révision de la politique de financement de la banque;
Soumet de façon régulière au Conseil d'Administration un rapport détaillé sur son activité.

➤ Composition

M. Jaafar Khatteche : Président
M. Mohamed El Arbi Dabki
M. Mohamed Lotfi Frad
M. Slah Louati

Commissaires aux comptes

Les deux commissaires aux comptes de la BNA ont été nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une période de 3 ans, expirant l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Ces deux commissaires aux comptes sont:

- « C.F.A » représenté par M. Saïdi Fethi.
- « T.A.C » représenté par M. Khdimallah Zied.